



Informations du Guatemala

1ère Année / N°34

21-28 août 1983

POLITIQUE

Les militaires guatémaltèques dialoguent avec les fonctionnaires nord-américains
Le Guatemala en quête de l'aide militaire des Etats-Unis
Le ministre de l'Agriculture destitué
Mejia Victores: Qui négocie se perd
Mejia Victores rencontre les représentants des partis politiques traditionnels
Mise en garde contre la manoeuvre électorale
DCG : Mejia Victores veut se maintenir au pouvoir
Mejia Victores : Qu'ils s'arrangent avec le Tribunal Electoral
PSD : Avec le gouvernement, la tragédie se poursuit
FUN : Manque de sérieux et de sincérité du gouvernement
Offensive diplomatique

ECONOMIE

On demande une réduction de la TVA
Le recours à la prédation
Instabilité économique

CONTRE-INSURRECTION

Offensive contre-insurrectionnelle
Militarisation croissante des services publics
Un fonctionnaire de l'ONU expulsé

INSURRECTION

Embuscade contre les forces gouvernementales dans la capitale
Embuscade contre un convoi militaire à San Marcos
Route bloquée
Le département du Peten isolé
Actions de l'EGP

EGLISE

L'injustice est la cause de la guerre
Climat de violence accrue contre le peuple

DROITS DE L'HOMME

Recrudescence de la violence
CDHG : Nouvelle escalade de la violence
Mouvement de greve réprimé
Persécution contre des évangélistes
La Cour Suprême de Justice abuse du pouvoir

SITUATION SOCIALE

3000 travailleurs licenciés
On ne dialogue qu'avec les secteurs influents
La durée de la journée de travail augmente

60 P. 12315

POLITIQUE

LES MILITAIRES GUATEMALTEQUES DIALOGUENT AVEC LES FONCTIONNAIRES NORD-AMERICAINS

Les commandants des bases militaires du pays et le haut commandement de l'Armée ont rencontré l'ambassadeur nord-américain au Guatemala et deux conseillers de la Commission pour l'attribution des crédits du Congrès des Etats-Unis.

La réunion a eu lieu dans le Palais National, le 25 août. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises. Selon Chapin, les entretiens ont porté sur l'assistance nord-américaine au Guatemala.

LE GUATEMALA EN QUETE DE L'AIDE MILITAIRE DES ETATS-UNIS

Le chancelier Fernando Andrade Diaz-Duran a confirmé le 25 les projets en matière d'armement du régime guatémaltèque. Il a déclaré que, "pour des raisons compréhensibles", le Guatemala recherchera l'aide militaire des Etats-Unis, même s'il faut la payer.

Le chancelier a signalé que la nécessité de s'armer et de renouveler l'équipement, "surtout en hélicoptères et en matériel aérien", a été reconnue par les chefs militaires du gouvernement.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DESTITUE

Le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Leopoldo Sandoval Villeda, a été remplacé le 23 août par Ivan Najera Farfan, représentant du secteur privé et militant du parti d'extrême-droite, le Mouvement de Libération Nationale (MLN).

Annonçant le 16 août le projet de loi sur "le développement du secteur privé agraire", Sandoval Villeda avait affirmé : "S'il n'y a pas de réforme agraire, une révolution dans le pays peut être déclenchée, et il me serait très douloureux de voir mon pays dans un bain de sang".

Les déclarations de Sandoval Villeda avaient causé un certain malaise au sein du secteur privé ; c'est ce secteur et le MLN qui, le 22 août, ont demandé au gouvernement la destitution du ministre.

MEJIA VICTORES : QUI NEGOCIE SE PERD

"Je ne suis pas disposé à négocier avec la guérilla, comme cela se fait à l'extérieur. Au contraire, nous la combattons : qui négocie se perd", a déclaré le 24 août le chef de l'Etat, le général Mejia Victores. Selon des versions diffusées récemment par la radio "Deutsche Helle" en Allemagne Fédérale et reprises par la presse européenne, le gouvernement de Mejia Victores était décidé à négocier la paix avec le mouvement insurrectionnel.

MEJIA VICTORES RENCONTRE LES REPRESENTANTS DES PARTIS POLITIQUES TRADITIONNELS

Le chef du gouvernement, le général Mejia Victores, a rencontré le 23 août les représentants des partis politiques traditionnels. La réunion a eu lieu le jour où a été arrêté Almicar Morales Zuniga, secrétaire aux affaires électorales du parti social-démocrate, le Front Uni de la Révolution (FUR), dans le département du Quiché.

D'autre part, Pedro Lopez Pocom, secrétaire régional de la Démocratie Chrétienne dans le département du Peten, et Rogelio Espinoza Flores, du MLN, ont dénoncé des disparitions dans ce département.

Aucune information n'a été donnée sur le contenu de la réunion ; on sait seulement que les conversations ont porté sur le calendrier des élections générales.

Mejia Victores avait promis de respecter les dates arrêtées par Rios Montt. Néanmoins, aucune décision ne fut prise à ce sujet.

MISE EN GARDE CONTRE LA MANOEUVRE ELECTORALE

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), a piraté le 23 août quatre stations privées de radio (deux d'entre elles émettant au niveau national), pour "mettre en garde contre la manoeuvre électorale du gouvernement du général Mejia Victores" qui vise à "justifier l'aide militaire nord-américaine et à intensifier les actions répressives et contre-insurrectionnelles contre la population". L'ORPA a en outre souligné que "le haut commandement militaire de l'Armée n'est pas disposé à restituer le pouvoir".

DCG : MEJIA VICTORES VEUT SE MAINTENIR AU POUVOIR

Le 24 août, Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), a déclaré que le général Mejia Victores a l'intention d' "ajourner indéfiniment" les élections promises après le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir le 8 août. Cerezo a ajouté que son parti n'envisageait pas "d'assister à d'autres réunions avec l'Exécutif, car ce n'est pas un dialogue, mais un monologue".

Selon le dirigeant démocrate-chrétien, "le régime en place se joue des intérêts du peuple, puisqu'à aucun moment il n'a abordé la question de son retrait et de l'établissement d'un autre gouvernement".

MEJIA VICTORES : QU'ILS S'ARRANGENT AVEC LE TRIBUNAL ELECTORAL

Le 26 août, le général Mejia Victores, faisant allusion aux déclarations de la Démocratie Chrétienne, a déclaré : "Les hommes politiques n'ont qu'à s'arranger avec le Tribunal Electoral Suprême. Je ne recevrai que dans certains cas, s'ils acceptent une consultation. S'ils ne le veulent pas, ils ne seront pas invités".

PSD : AVEC LE GOUVERNEMENT, LA TRAGEDIE SE POURSUIT

Le gouvernement actuel du Guatemala "ne fera que prolonger la tragédie que vit le peuple du Guatemala", a affirmé le Parti Socialiste Démocratique (PSD), dans un communiqué diffusé dans la capitale le 23 août.

Le PSD, parti de tendance social-démocrate contraint à la clandestinité depuis 1980, a assuré que la participation de l'opposition démocratique et populaire guatémaltèque à "l'ouverture politique" ne bénéficie d'aucune garantie et que le régime du général Mejia Victores cherche "la caution des secteurs traditionnels au pouvoir".

Le communiqué du PSD affirme que le dernier coup d'Etat s'insère dans la

stratégie politique et militaire de l'administration Reagan , et qu'il est le produit de l'incapacité des secteurs traditionnels à maintenir leur hégémonie nationale. Ceci se reflète dans les divisions profondes qui existent au sein de l'Armée et au sein des groupes économiques influents.

FUN : MANQUE DE SERIEUX ET DE SINCERITE DU GOUVERNEMENT

"Je crois qu'il faut d'abord élaborer la Constitution et penser ensuite à d'éventuelles élections", a affirmé le 26 août le général Oscar Mejia Victores.

Ces déclarations du chef de l'Etat ont conduit le parti d'extrême-droite le Front de l'Unité Nationale (FUN) à annoncer le 27 août son retrait du "dialogue politique", en raison du "manque de sérieux et de sincérité" du régime.

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

Le nouveau gouvernement "veut accorder davantage d'importance à la participation du Guatemala aux problèmes internationaux", a déclaré, le 22 août, le chancelier guatémaltèque Fernando Andrade Diaz-Duran, entamant au Salvador une rapide tournée en Amérique Centrale, dans le but de "contribuer à la pacification de la région".

Le Front Démocratique Contre la Répression au Guatemala (FDCRG) a fait savoir, le 24 août, que la tournée du chancelier guatémaltèque constituait un pas de plus vers l'implication du régime du général Mejia Victores dans la crise centraméricaine.

Selon le FDCRG, "la meilleure politique étrangère serait d'observer une réelle neutralité militaire et diplomatique, ce qui ne pourrait se réaliser que dans un Guatemala démocratique".

ECONOMIE

ON DEMANDE UNE REDUCTION DE LA TVA

La Chambre de l'industrie du Guatemala a réclamé, le 25 août, une réduction de la TVA et demandé au pouvoir exécutif "de ne pas continuer à légiférer les questions économiques, tant qu'il n'existe pas de régime constitutionnel".

Ce même jour, le gouvernement a annoncé qu'il maintiendrait le taux actuel de la TVA, ce qui contredit les premières déclarations de Mejia Victores.

LE RECOURS A LA PREDATION

D'après les déclarations, le 26 août, de Francisco Castellanos Lopez, représentant de la Chambre du commerce du département du Peten, "beaucoup de familles doivent avoir recours aux produits naturels pour survivre, en raison du manque de travail dans Le Peten".

En outre, l'entrepreneur a affirmé que plus de 5 500 personnes ont été licenciées récemment, les entreprises de la région ayant fermé leurs portes.

INSTABILITE ECONOMIQUE

Selon une analyse récente de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) sur la situation économique et sociale des pays latino-américains : "L'instabilité politique, la lutte interne des secteurs économiques influents et la crise gouvernementale ont entraîné une récession économique qui menace sérieusement la situation du Guatemala". Toujours suivant la même analyse, la récession de l'économie guatémaltèque peut être attribuée à la détérioration des termes de l'échange international, à la fuite des capitaux privés et au climat peu favorable aux investissements.

CONTRE-INSURRECTION

OFFENSIVE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

Le bureau des Relations Publiques de l'Armée a fait savoir que les forces armées effectuent des opérations contre-insurrectionnelles dans le Nord-Ouest du pays. Les opérations ont commencé dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat.

D'après les communiqués militaires, à la suite de ces opérations, 300 paysans environ ont été "retrouvés" et transférés dans des "villages modèles", après avoir été poursuivis durant plusieurs jours dans les montagnes de la région.

MILITARISATION CROISSANTE DES SERVICES PUBLICS

400 travailleurs de la Direction Générale des Ponts et Chaussées ont dénoncé, le 24 août, la militarisation croissante des services publics dans le pays et la dépendance dans laquelle ils travaillent : "C'est un véritable détachement de l'Armée".

Dans un document adressé au chef de l'Etat, les travailleurs affirment que les militaires destitués de leur poste par Rios Montt au mois de juillet "ont été réintégrés dans leurs fonctions, et se conduisent de manière abusive et dictatoriale".

UN FONCTIONNAIRE DE L'ONU EXPULSÉ

Aldo Gudiel del Arccia, haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'UNESCO, a été expulsé du pays le 19 août par le gouvernement du général Mejia Victores. Selon le ministre de l'Intérieur, il est accusé "d'entretenir des relations avec le mouvement insurrectionnel qui opère au Guatemala". Gudiel del Arccia a dû demander la protection de l'ambassade d'Italie jusqu'à ce que sa situation soit résolue.

INSURRECTION

EMBUSCADE CONTRE LES FORCES GOUVERNEMENTALES DANS LA CAPITALE

Des unités de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont tendu une embuscade à un contingent de la police du contrôle économique dans un quartier

du centre de la capitale.

Les pertes infligées aux forces officielles par les insurgés n'ont pu être évaluées. Quelques minutes après l'assaut, les soldats ont encerclés le quartier, empêchant les unités de secours et la Croix Rouge d'approcher.

EMBUSCADE CONTRE UN CONVOI MILITAIRE A SAN MARCOS

Le 24 août, les forces insurgées de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), ont tendu une embuscade à un convoi militaire sur la route menant de la municipalité de Malacatan à San Marcos, chef-lieu du département de San Marcos, à l'Ouest du pays.

L'Armée a reconnu avoir perdu 4 hommes et du matériel (6 carabines et 4 révolvers).

ROUTE BLOQUEE

La circulation dans le département du Peten (Nord du pays) est pratiquement paralysée par les constantes opérations des Forces Armées Rebelles (FAR), selon les informations publiées le 25 août par la presse locale.

Selon les insurgés, les FAR réalisent de nombreuses opérations militaires et politiques dans ce département.

LE DEPARTEMENT DU PETEN ISOLE

"Le département du Peten est privé de tout moyen de communication, en raison des opérations de guérilla", a affirmé le 26 août un représentant du secteur privé dans cette région.

Les entrepreneurs ont sollicité une audience auprès du chef du gouvernement, le général Mejia Victores. Ils ont l'intention d'exposer au chef de l'Etat "la cruelle situation dans laquelle se trouve Le Peten, en raison de la reprise de la guérilla, du nombre élevé de chômeurs, de la mauvaise administration des fonctionnaires et d'autres problèmes".

Quelques heures avant cette déclaration, le général Mejia Victores, se référant à l'intensification des activités des insurgés, avait déclaré : "Je voudrais voir où se trouve l'avancé dont ils parlent, où sont les subversifs, qu'ils se montrent".

ACTIONS DE L'EGP

L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a fait savoir le 22 août que ses unités avaient tendu une embuscade, le 10 août, à une patrouille militaire, lui infligeant 4 pertes. L'opération a en outre permis de récupérer 4 fusils Gallil. L'EGP a également communiqué avoir fait subir 66 pertes à l'Armée gouvernementale entre le 1er juin et le 18 juillet.

EGLISE

L'INJUSTICE EST LA CAUSE DE LA GUERRE

Les injustices les plus profondes et les plus flagrantes sont la cause des

graves troubles économiques, sociaux et politiques ainsi que de l'état de guerre larvée que le Guatemala connaît actuellement, a déclaré Monseigneur Prospero Penados del Barrio, président de la Conférence Episcopale du Guatemala (CEG), à San José, Costa Rica.

L'évêque, qui assistait à la réunion du secrétariat de l'épiscopat pour l'Amérique Centrale (CEDAC), a ajouté : "La réalité de l'Eglise dans notre société doit continuer à inspirer tous les efforts qui tendent à trouver de véritables solutions aux graves conflits qui déchirent notre nation et mettent en danger la paix dans le monde".

CLIMAT DE VIOLENCE ACCRUE CONTRE LE PEUPLE

Le Comité Chrétien du Verapaz (CCV) a dénoncé le 23 août "le climat de violence accrue qui pèse sur les communautés des départements de Alta Verapaz et de Baja Verapaz, dans le Nord du pays.

L'organisation chrétienne a dénoncé un massacre dans le village de Sisacpic, Cahabon, Alta Verapaz, au cours duquel 17 paysans ont été torturés et exécutés par les forces de sécurité du gouvernement. "La tuerie de Panzos, en 1978, où l'Armée avait assassiné plus de 100 paysans, n'était qu'un maillon de la chaîne d'extermination", a commenté le CCV.

Les départements de Verapaz font partie de la frange transversale du Nord, connue comme la "terre des généraux" car beaucoup d'entre eux possèdent des concessions dans cette région, cédées par le gouvernement depuis 1970.

L'actuel secrétaire aux Relations Publiques de la présidence, le colonel Pablo Nuila Hub, les généraux Romeo et Benedicto Lucas Garcia, les généraux Otto Spiegler Noriega, Leonel Vassaux Martinez, ex-ministre de la Défense, l'ex-président, le général Laugerud Garcia et un membre de l'état-major, le colonel Arturo de la Cruz Gelpcke, figurent parmi les propriétaires terriens de la région.

DROITS DE L'HOMME

RECRUESCENCE DE VIOLENCE

Selon les rapports d'organismes de secours, une quarantaine de personnes ont été assassinées le 24 août ; parmi elles figurent : 12 employés, 11 ouvriers, 8 paysans, 2 petits commerçants, 3 employés de bureau, tous déclarés "inconnus". De même, on a retrouvé dans différents points du pays 4 cadavres non identifiables, portant des traces de tortures.

CDHG : NOUVELLE ESCALADE DE LA VIOLENCE

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a dénoncé le 21 août au Costa Rica la nouvelle escalade de la répression que connaît son pays depuis le coup d'Etat. La Commission a expressément demandé qu'une campagne internationale soit lancée pour sauver la vie des personnes séquestrées et portées disparues ces derniers jours, parmi elles, Jorge Rosal Paz, le syndicaliste José Luis Ramos et son épouse Antonia Jimenez.